

SOMMAIRE

1. DANS UN PREMIER TEMPS, LA MISSION A SUCCESSIVEMENT APPLIQUÉ AUX SECTEURS DÉFINIS PAR LA NOMENCLATURE NAF DE L'INSEE DES CRITÈRES DE POIDS DANS L'ÉCONOMIE ET DE RENTABILITÉ COMPARÉE ET RETENU AINSI 86 SECTEURS.	1
1.1. La sélection des secteurs non agricoles présentant un poids significatif dans l'économie (valeur ajoutée supérieure à 1 Md€) a permis d'isoler 248 activités industrielles, commerciales et de services.....	1
1.2. Parmi ces 248 secteurs présentant un poids significatif dans l'économie, 86 ont une rentabilité supérieure à la moyenne de l'économie.....	1
2. PARMIS LES 86 SECTEURS LES PLUS RENTABLES DE L'ÉCONOMIE, LA MISSION A IDENTIFIÉ UN PÉRIMÈTRE D'ÉTUDES DE 27 SOUS-SECTEURS D'ACTIVITÉ QUI ASSOCIENT FORTE RENTABILITÉ ET HAUT NIVEAU DE RÉGLEMENTATION	3
2.1. La mission a utilisé dix critères pour évaluer le caractère plus ou moins réglementé des professions concernées.....	3
2.2. Une analyse économétrique met en évidence une corrélation entre niveau de réglementation et rentabilité et indique que la rentabilité est significativement plus élevée lorsque s'appliquent deux réglementations ou plus, ce qui conduit à retenir un champ d'étude de 27 secteurs d'activités.....	4
2.3. L'analyse économétrique montre que certaines réglementations ont plus d'influence sur la rentabilité que d'autres.....	7
2.4. Certains secteurs de la classification NAF de l'Insee regroupant plusieurs professions aux caractéristiques homogènes, la mission a identifié 37 activités et professions pouvant donner lieu à une analyse approfondie.....	7

La présente annexe expose la méthode mise en œuvre et le champ d'analyse retenu en vue d'investigations approfondies de la mission.

Au total, le champ d'analyse tel que déterminé par croisement des plusieurs critères d'analyse, a conduit la mission à examiner **27 secteurs d'activités réglementés représentant au total 123.8 Md€ de valeur ajoutée (soit 6.4 % du PIB)**.

1. Dans un premier temps, la mission a successivement appliqué aux secteurs définis par la nomenclature NAF de l'Insee des critères de poids dans l'économie et de rentabilité comparée et retenu ainsi 86 secteurs

1.1. La sélection des secteurs non agricoles présentant un poids significatif dans l'économie (valeur ajoutée supérieure à 1 Md€) a permis d'isoler 248 activités industrielles, commerciales et de services

La mission a, en premier lieu, examiné les 732 sous-classes d'activité de la nomenclature d'activités françaises (NAF) de l'Insee afin d'isoler, parmi les activités industrielles, commerciales et de services, les sous-classes d'activité ayant une valeur ajoutée supérieure à 1 Md€ et comptant plus de 20 unités légales.

L'application de ce premier critère a permis de retenir 248 activités industrielles, commerciales et de services créant plus d' 1 Md€ de valeur ajoutée en 2010.

1.2. Parmi ces 248 secteurs présentant un poids significatif dans l'économie, 86 ont une rentabilité supérieure à la moyenne de l'économie

La mission a, en second lieu, examiné la rentabilité des 248 activités précitées, sur 2009 et 2010.

L'indicateur de rentabilité utilisé ici est le **rapport du résultat net comptable au chiffre d'affaires** qui reflète la rémunération nette d'une activité du point de vue de ses clients.

Afin d'identifier les activités dans lesquelles peuvent exister des « *rentes de situation* », la mission a considéré une sous-classe d'activité industrielle, commerciale et de services comme particulièrement rentable lorsque celle-ci a présenté une rentabilité supérieure à la rentabilité moyenne de l'économie française sur au moins un des deux exercices 2009 et 2010.

L'application de ce second critère a ainsi permis de retenir **86 sous-classes d'activité particulièrement rentables** parmi les 248 sous-secteurs économiques ayant un poids significatif (cf. tableau 5). Ces 86 sous-classes présentent un taux de rentabilité moyen de 14,1 %.

2. Parmi les 86 secteurs les plus rentables de l'économie, la mission a identifié un périmètre d'études de 27 sous-secteurs d'activité qui associent forte rentabilité et haut niveau de réglementation

Pour chacune des 86 sous-classes d'activité pesant un poids significatif dans l'économie et présentant une rentabilité supérieure à la moyenne de l'économie, la mission a examiné s'il existait des réglementations spécifiques relatives à ces secteurs d'activité (tableau 6). La mission a ensuite mené une analyse économétrique, qui montre qu'au sein du groupe de 86 sous-secteurs d'activité examinés le niveau de rentabilité d'une profession est significativement plus élevé lorsque celle-ci cumule au moins deux réglementations. Cette méthode aboutit à retenir 27 sous-secteurs particulièrement rentables et présentant un niveau important de réglementation.

2.1. La mission a utilisé dix critères pour évaluer le caractère plus ou moins réglementé des professions concernées

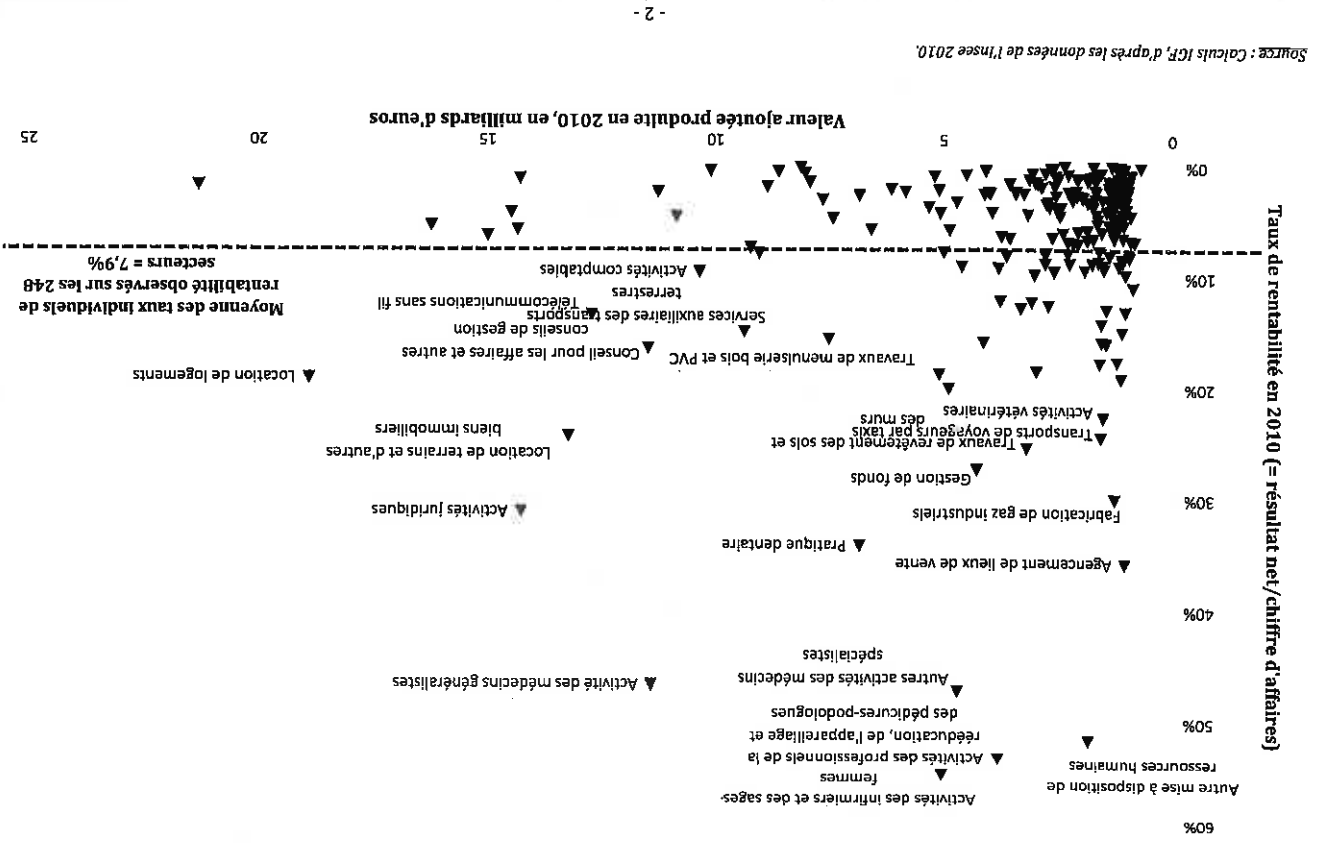
Constatant l'absence de définition de ce qu'est une « activité ou profession réglementée »¹, la mission a considéré qu'une activité faisait l'objet de réglementations significatives sur la base d'un faisceau d'indices. Dix critères de réglementation ont ainsi été examinés pour chaque secteur :

- ◆ l'exigence de qualification professionnelle (diplôme, expérience...);
- ◆ l'obligation de détenir une licence professionnelle;
- ◆ l'existence d'un numerus clausus (restriction quantitative à l'installation professionnelle);
- ◆ l'obligation de respecter une forme sociale définie (SEI, SCP...);
- ◆ l'existence de restrictions d'accès au capital des entités d'exploitation pour les tiers non professionnels;
- ◆ l'impossibilité pour le professionnel d'être actionnaire majoritaire de plusieurs unités légales dans le même secteur;
- ◆ l'obligation de souscrire une assurance professionnelle;
- ◆ l'existence d'un monopole, total ou partiel, d'activité au bénéfice des professionnels concernés;
- ◆ l'existence de tarifs réglementés;
- ◆ l'existence de tarifs de prise en charge, même partielle, par un tiers (assurance-maladie,...).

Sur les 86 sous-classes d'activité retenues, 42 ne font l'objet d'aucune de ces réglementations, 16 sont régies par une réglementation, trois par deux réglementations parmi les dix réglementations testées et 24 activités cumulent trois réglementations ou plus.

¹ Toute activité économique étant soumise à des normes de droit (par exemple le respect du code de la consommation ou du code de l'environnement), la mission ne pouvait considérer que la seule soumission d'une activité à des normes publiques en faisait une « activité et profession réglementée ». Par ailleurs, les tentatives de définition de ce qu'est une profession réglementée sont restées jusqu'ici inachevées, aux plans français, communautaire et international. Par exemple, c'est le cas de l'article 3 de la directive n°2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles qui définit comme « profession réglementée » une « activité ou [un] ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue notamment une modalité d'exercice. » Une telle définition, centrée sur l'existence d'une qualification, ne suffit pas à appréhender l'ensemble des cas où il faut considérer qu'une profession est réglementée.

Graphique 1 : Les 248 sous-secteurs d'activité présentant un poids significatif dans l'économie classés par taux de rentabilité et valeur ajoutée



2.2. Une analyse économétrique met en évidence une corrélation entre niveau de réglementation et rentabilité et indique que la rentabilité est significativement plus élevée lorsque s'appliquent deux réglementations ou plus, ce qui conduit à retenir un champ d'étude de 27 secteurs d'activités

Afin de déterminer lesquels des 86 secteurs d'activités feraient l'objet d'analyses approfondies, la mission a mené une analyse économétrique permettant d'identifier le nombre minimal de réglementations à partir duquel il est observé un surcroît de rentabilité statistiquement significatif. Pour ce faire, la mission a procédé à une séparation des 86 secteurs d'activités (hors secteurs des sociétés de holding et secteurs des sociétés de sièges sociaux dont la rentabilité ne reflète pas la situation économique) en deux classes en fonction du nombre total de réglementations dont ils font l'objet.

Tableau 1 : Impact de la réglementation sur le niveau de rentabilité constaté

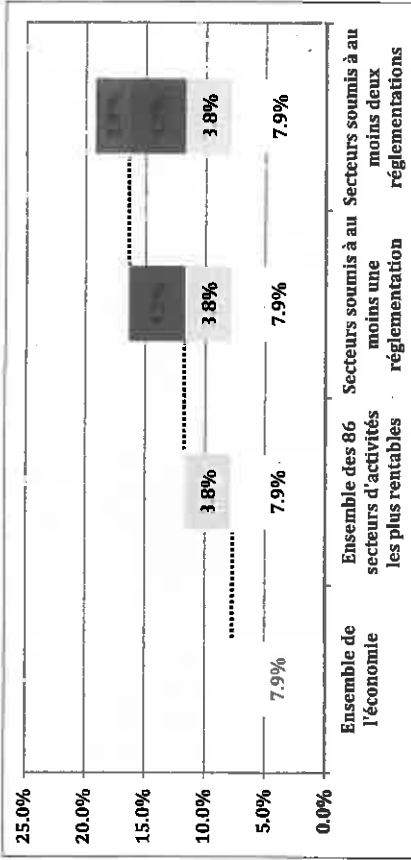
N	Nombre de secteurs ayant au moins N réglementation	Surcroît de rentabilité des entreprises ayant au moins N réglementation	Significativité de la modélisation
1	44	4,7 %	7,3 %
2	27	7,5 %	0,7 %
3	24	8,4 %	0,4 %
4	21	10,1 %	0,1 %
5	14	15,0 %	0,0 %
6	12	17,6 %	0,0 %

SOURCE : Mission ICF, d'après données INSEE

Note de lecture : les secteurs présentant au moins trois réglementations ont une rentabilité supérieure de 8,4 % aux secteurs présentant au plus deux réglementations avec une significativité de 0,4 %. Un modèle est considéré comme pertinent quand sa significativité est inférieure à 5 %.

A partir de l'analyse économétrique dont les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessus, la mission conclut qu'il existe un surcroît de rentabilité statistiquement significatif lorsque deux réglementations ou plus sont présentes. Plus précisément, les secteurs d'activités caractérisés par la présence d'aucune ou d'une réglementation ont enregistré une rentabilité moyenne (résultat net sur chiffre d'affaires) de 11,7 %, alors que les secteurs d'activités où deux réglementations ou plus s'appliquent, bénéficient d'un niveau moyen de rentabilité significativement supérieur de 7,5 point de pourcentage soit 19,2 %, soit 2,4 fois la rentabilité moyenne constatée sur l'ensemble de l'économie.

Graphique 2 : Comparaison, parmi les 86 sous-secteurs les plus rentables de l'économie, des rentabilités (résultat net/chiffre d'affaires) constatées avec aucune, une ou au moins deux réglementations



SOURCE : Mission ICF, d'après les données de l'INSEE sur l'exercice 2010.

Sur la base de cette analyse, la mission a séparé les 86 secteurs identifiés précédemment en deux groupes : les 59 secteurs présentant au plus une réglementation, et les 27 secteurs comptant au moins deux réglementations, et qui font l'objet d'analyses approfondies dans la suite du présent rapport.

Au total, le champ d'étude de la mission porte sur ces 27 sous-secteurs d'activités, représentant un chiffre d'affaires de 235,8 Md€, une valeur ajoutée de 123,8 Md€ et un résultat net, c'est-à-dire un prélèvement net sur l'économie de 42,7 Md€.

Tableau 2 : Délimitation du champ de secteurs couvert par la mission

Périmètre	Nombre de sous-secteurs d'activité	Chiffre d'affaires en 2010 (Md€)	Valeur ajoutée en 2010 (Md€)	Résultat net comptable en 2010 (Md€)	Effectif salariés en 2010
France entière	732	ND	1 937,3		23 859 500
Ensemble statistique couvert par les données INSEE traitées par la mission	638	3 598,0	1 033,4		15 053 110
Secteurs ayant une valeur ajoutée supérieure à 1 Md€ et comptant plus de 20 unités légales	248	2 817,8	818,9		11 921 907
Sous-ensemble présentant en sus une rentabilité supérieure à la moyenne nationale en 2009 ou en 2010	86	825,0	341,9	217,5	3 708 168
Sous-ensemble marqué par au moins deux critères de réglementation significatifs, faisant l'objet du rapport	27	235,8	123,8	42,7	1 100 000

SOURCE : Mission ICF, d'après les données INSEE.

2.3. L'analyse économétrique montre que certaines réglementations ont plus d'influence sur la rentabilité que d'autres

Le tableau 3 permet de constater que l'effet marginal des réglementations sur la rentabilité d'un secteur varie d'une réglementation à l'autre. L'existence de numerus clausus, de tarifs régulés et de restrictions portant sur la détention du capital des unités légales et sur leur forme sociale semblent avoir les effets les plus importants sur la rentabilité. A l'inverse, les exigences liées à la qualification professionnelle, à l'assurance professionnelle ou à la détention d'une licence semblent avoir un effet plus mesuré sur la rentabilité.

Tableau 3 : Effet marginal de l'existence d'une réglementation par rapport à l'absence de toute réglementation

Réglementation	Rentabilité: des activités sans aucune réglementation	L'effet marginal de cette réglementation est-il significatif?	Effet sur la rentabilité en points de pourcentage
L'existence d'un monopole, même partiel, d'activités		Oui	7,9 %
L'existence d'un numerus clausus		Oui	19,6 %
L'existence de restrictions d'accès au capital pour les tiers non professionnels		Oui	11,2 %
L'existence de tarifs pris en charge, même partiellement, par un tiers (assurance-maladie, assurance civile...)		Oui	10,7 %
L'existence de tarifs régulés		Oui	16,8 %
L'impossibilité pour le professionnel, d'être actionnaire majoritaire de plusieurs unités légales dans le même secteur	11,4 %	Oui	20,2 %
L'obligation d'assurance professionnelle		Non	Pas d'effet significatif
L'obligation de détenir une licence professionnelle		Non	Pas d'effet significatif
L'obligation de respecter une forme sociale définie (SEL, SCP...)		Oui	14,8 %
Une exigence de qualification minimale du professionnel		Oui	5,1 %

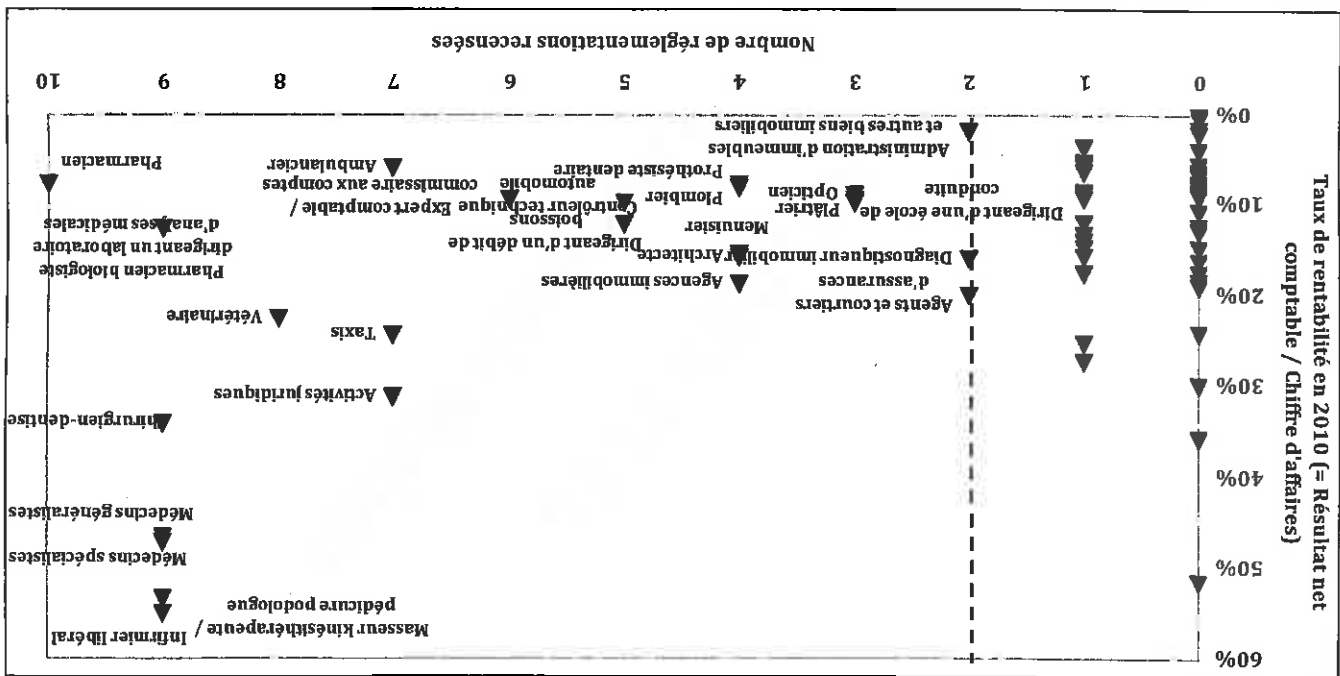
Source : Modélisation ICF, d'après données Insee.

Mode de lecture : Lorsqu'il existe un monopole, même partiel, d'activité, le taux de rentabilité observé est supérieur de 7,9 points de pourcentage à la rentabilité constatée dans le secteur sélectionné (secteurs ayant une rentabilité supérieure à la moyenne nationale en 2010) ne disposant d'aucune réglementation. Lorsqu'il existe un numerus clausus, le taux de rentabilité observé est supérieur de 19,6 points de pourcentage aux secteurs sélectionnés ne présentant aucune réglementation.

2.4. Certains secteurs de la classification NAF de l'Insee regroupant plusieurs professions aux caractéristiques homogènes, la mission a identifié 37 activités et professions pouvant donner lieu à une analyse approfondie

Les activités juridiques sont principalement composées d'un petit nombre de professions distinctes, notamment les greffiers des tribunaux de commerce, les avocats, les commissaires-priseurs, les huissiers, les mandataires judiciaires, les administrateurs judiciaires et les notaires, qui méritent, chacune, une attention particulière au vu de leurs spécificités propres.

² Résultat net comptable divisé par le chiffre d'affaires.



Graphique 3 : Les 86 sous-secteurs d'activité les plus rentables en 2009 ou 2010 classés par rentabilité et nombre de réglementations

Source : Mission ICF, d'après données Insee 2010.

Au contraire, les médecins spécialistes regroupent un nombre important de pratiques médicales différentes, avec d'importantes disparités d'une activité à l'autre. La mission en a dénombré 42 via les informations de la Direction Générale des Finances Publiques. La mission a retenu une approche globale plutôt que l'étude des facteurs spécifiques de fermeture de chacune de ces spécialités.

Au total, la mission a décidé d'analyser en détail les réglementations et leurs impacts pour 37 activités et professions. Pour ce faire, la mission a utilisé les données statistiques que la DGFIP lui a communiquées, sur environ 1,5 million de personnes morales, exerçant en France une des professions sélectionnées activité.

Tableau 4 : Professions et activités examinées par la mission

Professions du droit	Professions liés à la santé	Professions du chiffre	Professions artisanales	Autres activités et professions
Notaire	Médecin généraliste	Expert-comptable	Plombier	Architecte
Greffier de tribunal de commerce	Médecin spécialiste	Commissaire aux comptes	Menuisier	Agent immobilier
Administrateur judiciaire	Chirurgien-dentiste		Serrurier	Diagnostiqueur immobilier
Mandataire judiciaire	Prothésiste dentaire		Peintre	Administrateurs de biens
Huissier	Pharmacien		Vitrier	Auto-école
Avocat	Vétérinaire		Plâtrier	Expert technique (contrôle technique automobile)
Commissaire-priseur judiciaire	Ambulancier		Taxi	Expert en assurance
	Biologiste médical			Agent/Courtier en assurances
	Infirmier libéral			Débit de boisson
	Opticien-lunetier			
	Masseur-kinésithérapeute			
	Pédicure-podologue			

Source : Mission IGF.

Tableau 5 : Principaux agrégats économiques des 86 sous-classes d'activité comptant plus de 20 unités légales, plus de 1 Md€ de valeur ajoutée et présentant une rentabilité supérieure à la moyenne de l'économie française sur l'un des deux exercices comptables 2009 ou 2010

Code	Libellé	Emploi 2009	CA 2009	RNC 2009	Emploi 2010	CA 2010	RNC 2010	Rentabilité 2010
0812Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	18 037	5 400	1 934	4 099	17 702	5 477	316
1071C	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	91 150	8 026	4 167	102 214	8 706	4 605	779
1089Z	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.	17 889	9 036	1 549	14 883	4 683	1 214	824
1101Z	Production de boissons alcooliques distillées	7 829	4 816	1 398	6 939	4 866	1 449	627
1102A	Fabrication de vins effervescents	6 203	4 004	963	6 515	4 445	1 176	398
1512Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	13 461	2 466	986	14 253	3 017	1 109	252
2011Z	Fabrication de gaz industriels	6 793	2 499	984	6 934	3 166	1 256	949
2042Z	Fabrication d'éléments en matières pour la toilette	29 010	9 407	2 478	28 400	10 676	2 795	848
2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	26 904	5 207	1 697	26 068	5 413	1 744	353
2351Z	Fabrication de ciment	4 970	2 616	1 062	4 952	2 556	1 028	335
2732Z	Fabrication de matériel d'installation électrique	13 730	2 433	1 026	12 008	2 179	947	179
3250A	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	33 518	5 763	2 619	33 991	6 085	2 771	473
3600Z	Caplage, traitement et distribution d'eau	33 015	11 090	2 862	39 183	12 312	3 809	1 121
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées	10 311	1 717	721	12 389	2 450	1 096	211
4110A	Promotion immobilière de logements	12 942	3 131	2 017	13 351	15 277	2 297	1 073
4110D	Supports juridiques de programmes	1 611	1 639	345	1 430	1 974	1 100	295
4120B	Construction d'autres bâtiments	74 798	20 276	5 224	66 044	19 493	4 868	1 112
4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	25 723	4 018	1 567	26 188	4 190	1 609	319
4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	54 929	8 411	3 609	52 257	8 580	3 641	690

Code	Libellé	Emploi 2009	CA 2009	VA 2009	RNC 2009	Rentabilité 2009	Emploi 2010	CA 2010	VA 2010	RNC 2010	Rentabilité 2010
4778A	Commerces de détail d'optique	22 802	4 328	1 579	167	3,9 %	26 218	5 534	2 263	484	8,8 %
4781Z	Commerce de détail alimentaire sur éventails et marchés	11 079	3 552	1 047	322	9,1 %	9 694	3 109	827	211	6,8 %
4932Z	Transports de voyageurs par taxis	13 385	2 212	1 372	614	27,8 %	12 999	2 648	1 562	647	24,4 %
4950Z	Transports par conduites	3 940	2 119	1 416	258	12,2 %	4 129	2 303	1 560	326	14,2 %
5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	8 323	9 036	- 157	- 1 045	- 11,6 %	8 161	11 502	1 628	988	8,6 %
5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	43 868	8 271	3 310	486	5,9 %	46 606	8 878	3 568	573	6,5 %
5221Z	Services auxiliaires des transports terrestres	24 663	13 404	7 638	2 353	17,6 %	24 666	16 016	9 366	2 374	14,8 %
5223Z	Services auxiliaires des transports aériens	20 772	4 041	2 374	262	6,5 %	22 011	4 778	2 702	174	3,6 %
5610A	Restauration traditionnelle	268 316	26 139	12 590	1 461	5,6 %	288 429	29 736	14 352	1 681	5,7 %
5629B	Autres services de restauration n.c.a.	37 038	3 198	1 505	380	11,9 %	24 963	2 154	967	36	1,7 %
5630Z	Débts de boissons	36 418	6 311	2 786	669	10,6 %	41 300	6 823	3 084	832	12,2 %
5811Z	Édition de livres	14 667	5 821	1 344	321	5,5 %	12 820	5 942	1 504	548	9,2 %
5829A	Édition de logiciels système et de réseau	13 221	1 842	1 232	196	10,6 %	8 205	1 230	697	2	0,1 %
5911A	Production de films et de programmes pour la télévision	10 374	2 437	2 210	288	11,8 %	9 659	2 420	2 084	169	7,0 %
6120Z	Télécommunications sans fil	25 864	31 502	12 428	4 635	14,7 %	27 375	32 796	12 725	4 369	13,3 %
6130Z	Télécommunications par satellite	ND	3 570	1 459	702	19,7 %	ND	3 911	1 592	693	17,7 %
6202B	Terce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	14 899	3 089	1 397	679	22,0 %	17 038	3 886	1 571	24	0,6 %
6420Z	Activités des sociétés holding	ND	ND	ND	ND	ND	13 815	6 776	4 762	15 291	225,7 %
6619B	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	1 224	18 012	1 199	906	5,0 %	8 680	8 191	1 556	1 294	15,8 %
6621Z	Évaluation des risques et dommages	1 398	2 095	1 366	346	16,5 %	9 468	2 270	1 451	362	15,9 %
6622Z	Activités des agents et courtiers d'assurances	7 011	7 519	4 547	1 485	19,7 %	29 575	8 052	4 883	1 608	20,0 %
6630Z	Gestion de fonds	1 354	9 545	3 734	3 424	35,9 %	15 601	14 291	4 281	3 901	27,3 %
6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	3 333	5 864	449	266	4,5 %	4 330	7 349	1 118	1 402	19,1 %

Annexe I

Code	Libellé	Emploi 2009	CA 2009	VA 2009	RNC 2009	Rentabilité 2009	Emploi 2010	CA 2010	VA 2010	RNC 2010	Rentabilité 2010
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a. (dont réalisation et réparation d'ascenseurs)	23 940	4 277	1 923	399	9,3 %	25 987	4 350	1 930	406	9,3 %
4331Z	Travaux de plâtrerie	38 459	5 250	2 308	328	6,2 %	41 897	5 634	2 603	531	9,4 %
4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	89 232	14 430	5 489	654	4,5 %	84 370	15 797	7 514	2 440	15,4 %
4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	48 507	8 751	3 602	637	7,3 %	48 211	8 138	1 334	ND	ND
4332C	Agencement de lieux de vente	9 711	2 670	402	- 358	- 13,4 %	7 964	1 553	1 027	556	35,8 %
4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs	38 197	6 009	2 345	436	7,3 %	34 108	5 907	3 198	1 500	25,4 %
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	89 046	11 008	5 457	1 053	9,6 %	88 207	10 667	4 146	- 261	- 2,4 %
4399D	Autres travaux spécialisés de construction	17 889	4 130	1 258	121	2,9 %	21 724	4 926	1 762	429	8,7 %
4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés	12 510	7 549	964	133	1,8 %	12 421	7 792	1 383	625	8,0 %
4645Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté	25 147	15 313	3 135	2 536	16,6 %	23 729	14 265	2 978	2 633	18,5 %
4649Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques	51 262	26 489	4 624	2 028	7,7 %	52 718	28 381	4 992	2 178	7,7 %
4669A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique	33 201	15 213	2 362	885	5,8 %	32 582	17 580	2 726	2 204	12,5 %
4672Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux	15 204	11 214	1 822	990	8,8 %	16 150	14 021	1 222	313	2,2 %
4722Z	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	19 093	4 824	1 171	238	4,9 %	24 035	5 878	1 555	348	5,9 %
4772A	Commerce de détail de chaussures	23 829	4 750	1 320	274	5,8 %	24 431	4 963	1 351	197	4,0 %
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	99 265	35 955	8 323	2 542	7,1 %	100 265	38 627	9 042	3 002	7,8 %

Annexe I

Source : Mission ICF

Code	Libellé	Emploi 2009	CA 2009	RNC 2009	VA 2009	RNC 2009	Rentabilité 2009	Emploi 2010	CA 2010	RNC 2010	VA 2010	RNC 2010	Rentabilité 2010
8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	2 292	6 145	4 737	3 329	54,2 %	2 369	6 543	5 046	3 596	2 703	55,0 %	53,4 %
8690E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues	1 318	4 797	3 656	2 549	53,1 %	1 488	5 064	3 826	2 703	2 703	53,4 %	53,4 %
9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	15 789	1 443	862	121	8,4 %	17 601	1 665	1 065	139	2 703	8,3 %	8,3 %
9602A	Coiffure	84 976	5 538	3 592	625	11,3 %	88 512	5 871	3 772	712	2 175	12,1 %	12,1 %
Total		2 911 682	756 837	304 970	117 871	15,6 %	3 106 902	825 014	341 851	217 514	26,4 %	26,4 %	26,4 %

Annexe I

Code	Libellé	Emploi 2009	CA 2009	RNC 2009	VA 2009	RNC 2009	Rentabilité 2009	Emploi 2010	CA 2010	RNC 2010	VA 2010	RNC 2010	Rentabilité 2010
6820A	Location de logements	84 069	30 156	18 875	6 396	21,2 %	88 137	30 240	18 898	5 759	19,0 %	19,0 %	19,0 %
6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	16 111	19 854	12 029	3 834	19,3 %	27 605	24 174	13 237	5 865	24,3 %	24,3 %	24,3 %
6831Z	Agences immobilières	55 836	8 221	4 283	764	9,3 %	53 868	9 806	5 095	1 831	18,7 %	18,7 %	18,7 %
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	38 525	5 221	2 591	293	5,6 %	40 592	5 398	2 874	1 000	1,9 %	1,9 %	1,9 %
6910Z	Activités juridiques	88 303	17 196	12 716	5 316	30,9 %	87 415	19 664	14 264	6 120	31,1 %	31,1 %	31,1 %
6920Z	Activités comptables	125 939	14 450	9 651	1 589	11,0 %	125 295	15 520	10 360	1 466	9,4 %	9,4 %	9,4 %
7010Z	Activités des sièges sociaux	85 629	35 807	11 371	29 373	82,0 %	119 638	49 374	17 467	97 526	197,5 %	197,5 %	197,5 %
7021Z	Conseil en relations publiques et communication	9 568	2 131	1 166	286	13,4 %	7 411	2 139	861	233	10,9 %	10,9 %	10,9 %
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	97 472	20 647	9 062	817	4,0 %	96 691	24 811	11 482	4 050	16,3 %	16,3 %	16,3 %
7112Z	Activités d'architecture	35 212	7 109	4 560	1 464	20,6 %	32 268	7 320	4 135	1 156	15,8 %	15,8 %	15,8 %
7112B	Ingenierie, études techniques	188 168	37 035	14 454	2 024	5,5 %	194 603	40 788	16 228	2 161	5,3 %	5,3 %	5,3 %
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	45 253	4 938	2 868	242	4,9 %	54 059	5 069	3 024	493	9,7 %	9,7 %	9,7 %
7312Z	Régie publicitaire de médias	24 719	10 336	2 621	243	2,4 %	23 056	10 601	2 794	928	8,8 %	8,8 %	8,8 %
7490B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses (conseils divers et agents artistiques)	11 649	2 701	1 223	658	24,4 %	12 253	2 707	1 283	175	6,4 %	6,4 %	6,4 %
7500Z	Activités vétérinaires	10 240	2 536	1 508	581	22,9 %	10 714	2 586	1 513	585	22,6 %	22,6 %	22,6 %
7732Z	Location-bail de matériel informatique de bureau et de matériel informatique	1 719	2 891	1 476	242	8,4 %	1 793	2 769	1 523	246	8,9 %	8,9 %	8,9 %
7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	30 826	2 191	1 675	2 091	95,4 %	36 252	2 417	1 833	1 248	51,6 %	51,6 %	51,6 %
8130Z	Services d'aménagement paysager	44 526	5 135	2 531	348	6,8 %	44 865	5 443	2 639	348	6,4 %	6,4 %	6,4 %
8552Z	Enseignement de la conduite	18 237	1 591	1 008	151	9,5 %	18 834	1 638	1 026	160	9,7 %	9,7 %	9,7 %
8621Z	Activité des médecins généralistes	21 301	14 456	11 495	6 665	46,1 %	21 691	14 411	11 415	6 716	46,6 %	46,6 %	46,6 %
8622C	Autres activités des médecins spécialistes	7 935	5 723	4 579	2 675	46,7 %	8 493	5 896	4 700	2 778	47,1 %	47,1 %	47,1 %
8623Z	Pratique dentaire	22 567	9 428	6 733	3 155	33,5 %	23 464	9 763	6 835	3 333	34,1 %	34,1 %	34,1 %
8690A	Ambulances	42 239	2 875	2 000	193	6,7 %	44 069	3 022	2 078	178	5,9 %	5,9 %	5,9 %
8690B	Laboratoires d'analyses médicales	ND	ND	ND	ND	ND	33 624	5 247	3 327	669	12,7 %	12,7 %	12,7 %

Annexe I

Tableau 6 : Examen des réglementations existantes pour chacune des 86 sous-classes d'activité présentant une rentabilité supérieure à la rentabilité moyenne de l'économie française

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale	une licence	L'existence d'un numéro	L'obligation de respecter	la forme sociale définie	restrictions d'accès au	capital pour les non	L'impossibilité de détenir	plusieurs entités	L'obligation d'assurance	professionnelle	monopole, même partiel,	L'existence de tarifs	régulés	en charge, même	partiellement, par un	Total
0812Z	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	7,6 %	5,8 %	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1071C	Boulangerie et pâtisserie	8,2 %	8,9 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1089Z	Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.	3,3 %	17,6 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1101Z	Production de boissons alcooliques distillées	10,4 %	12,9 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1102A	Fabrication de vins effervescents	4,8 %	9,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1512Z	Fabrication d'articles de voyage, de maroquinerie et de sellerie	ND	8,3 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2011Z	Fabrication de gaz industriels	32,1 %	30,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	3,9 %	7,9 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2223Z	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction	9,6 %	6,5 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2351Z	Fabrication de ciment	12,1 %	13,1 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2733Z	Fabrication de matériel électrique	8,2 %	8,2 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3250A	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	6,4 %	7,8 %	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	4
3600Z	Captage, traitement et distribution d'eau	7,8 %	9,1 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées	4,9 %	8,6 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110A	Promotion immobilière de logements	12,8 %	6,8 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4110D	Supports juridiques de programmes	8,6 %	14,9 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4120B	Construction d'autres bâtiments	5,7 %	5,7 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale	une licence	L'existence d'un numéro	L'obligation de respecter	la forme sociale définie	restrictions d'accès au	capital pour les non	L'impossibilité de détenir	plusieurs entités	L'obligation d'assurance	professionnelle	monopole, même partiel,	L'existence de tarifs	régulés	en charge, même	partiellement, par un	Total
4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications	5,5 %	7,6 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8,2 %	8,0 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	3
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a. (dont réalisation et réparation d'ascenseurs)	9,3 %	9,3 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	3
4331Z	Travaux de plâtrerie	6,2 %	9,4 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	3
4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	4,5 %	15,4 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	3
4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	7,3 %	ND	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	1	0	3
4332C	Agencement de lieux de vente	13,4 %	35,8 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4333Z	Travaux de revêtement des sols et des murs	7,3 %	25,4 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	9,6 %	-2,4 %	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0	4
4399D	Autres travaux spécialisés de construction	2,9 %	8,7 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés	1,8 %	8,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4645Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de parfumerie et de produits de beauté	16,6 %	18,5 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4649Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres biens domestiques	7,7 %	7,7 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4669A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique	5,8 %	12,5 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4672Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de minerais et métaux	8,8 %	2,2 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale	une licence	L'existence d'un numéro dans une forme sociale définie (art. 109)	restrictions d'accès au capital pour les non plusieurs entités	L'impossibilité de détenir l'obligation d'assurance professionnelle	monopole, même partiel, d'activité	L'existence de tarifs régulés	en charge, même partiellement, par un tiers assurance-maladie.	Total
4722Z	Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	4,9 %	5,9 %	1	0	0	0	0	0	0	0	1
4772A	Commerce de détail de la chaussure	5,8 %	4,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	7,1 %	7,8 %	1	1	1	1	1	1	1	1	8
4778A	Commerces de détail d'optique	3,9 %	8,8 %	1	0	0	0	0	1	0	1	3
4781Z	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés	9,1 %	6,8 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
4932Z	Transports de voyageurs par taxis	27,8 %	24,4 %	0	1	1	0	0	0	1	1	4
4950Z	Transports par conduites	12,2 %	14,2 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
5020Z	Transports maritimes et côtiers de fret	11,6 %	8,6 %	1	0	0	0	0	0	0	0	1
5210B	Entreposage et stockage non frigorifique	5,9 %	6,5 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5221Z	Services auxiliaires des transports terrestres	17,6 %	14,8 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
5223Z	Services auxiliaires des transports aériens	6,5 %	3,6 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
5610A	Restauration traditionnelle	5,6 %	5,7 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5629B	Autres services de restauration n.c.a.	11,9 %	1,7 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5630Z	Débits de boissons	10,6 %	12,2 %	0	1	0	1	0	1	0	0	3
5811Z	Édition de livres	5,5 %	9,2 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5829A	Édition de logiciels système et de réseau	10,6 %	0,1 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5911A	Production de films et de programmes pour la télévision	11,8 %	7,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6120Z	Télécommunications sans fil	14,7 %	13,3 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
6130Z	Télécommunications par satellite	19,7 %	17,7 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
6202B	Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	22,0 %	0,6 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6420Z	Activités des sociétés holding	ND	225,7 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale	une licence	L'existence d'un numéro dans une forme sociale définie (art. 109)	restrictions d'accès au capital pour les non plusieurs entités	L'impossibilité de détenir l'obligation d'assurance professionnelle	monopole, même partiel, d'activité	L'existence de tarifs régulés	en charge, même partiellement, par un tiers assurance-maladie.	Total
6619B	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	5,0 %	15,8 %	1	0	0	0	0	0	0	0	1
6621Z	Évaluation des risques et dommages	16,5 %	15,9 %	1	0	0	0	0	1	0	0	2
6622Z	Activités des agents et courtiers d'assurances	19,7 %	20,0 %	1	0	0	1	0	0	0	0	2
6630Z	Gestion de fonds	35,9 %	27,3 %	0	1	0	0	0	0	0	0	1
6810Z	Activités des marchands de biens immobiliers	4,5 %	19,1 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6820A	Location de logements	21,2 %	19,0 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	19,3 %	24,3 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6831Z	Agences immobilières	9,3 %	18,7 %	1	1	0	0	1	1	0	0	4
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	5,6 %	1,9 %	1	1	0	0	0	0	0	0	2
6910Z	Activités juridiques	30,9 %	31,1 %	1	0	1	1	0	0	0	0	4
6920Z	Activités comptables	11,0 %	9,4 %	1	0	1	0	0	0	0	0	2
7010Z	Activité des sièges sociaux	82,0 %	197,5 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7021Z	Conseil en relations publiques et communication	13,4 %	10,9 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	4,0 %	16,3 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7111Z	Activités d'architecture	20,6 %	15,8 %	1	0	0	1	1	1	0	0	4
7112B	Ingénierie, études techniques	5,5 %	5,3 %	1	0	0	0	0	0	0	0	1
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	4,9 %	9,7 %	1	0	0	1	1	1	0	1	5
7312Z	Régie publicitaire de médias	2,4 %	8,8 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7490B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses (conseils divers et agents artistiques)	24,4 %	6,4 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7500Z	Activités vétérinaires	22,9 %	22,6 %	1	0	1	1	1	1	1	0	7

Tableau 7 : Liste des 27 sous-classes d'activité présentant une rentabilité supérieure à la rentabilité moyenne de l'économie française et comportant un niveau de réglementation important (champ d'analyse de la mission)

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale du travailleur de secteur une licence	L'existence d'un numerus clausus	L'obligation de respecter une forme sociale définie (scrl, scsp)	restrictions d'accès au capital pour les non professionnels	L'impossibilité de détenir plusieurs entités	L'obligation d'assurance professionnelle	monopole, même partiel, d'activité	L'existence de tarifs régulés	en charge, même partiellement, par un tiers assureur-malade.	Total
3250A	Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	6.4 %	7.9 %	1	0	0	1	0	0	1	0	1	4
4322A	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	8.2 %	8.0 %	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
4329B	Autres travaux d'installation n.c.a. (dont réparation et réparation d'ascenseurs)	9.3 %	9.3 %	1	0	0	0	0	1	1	0	0	3
4331Z	Travaux de plâtrerie	6.2 %	9.4 %	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
4332A	Travaux de menuiserie bois et PVC	4.5 %	15.4 %	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	7.3 %	ND	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
4334Z	Travaux de peinture et vitrerie	9.6 %	-2.4 %	1	0	0	1	0	0	1	0	1	4
4773Z	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	7.1 %	7.8 %	1	1	1	1	1	0	1	1	0	8
4778A	Commerces de détail d'optique	3.9 %	8.8 %	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
4932Z	Transports de voyageurs par taxis	27.8 %	24.4 %	0	1	1	0	0	0	0	1	1	4
5630Z	Débits de boissons	10.6 %	12.2 %	0	1	0	1	0	0	1	0	0	3
6631Z	Agences immobilières	9.3 %	18.7 %	1	1	0	0	0	1	1	0	0	4
6910Z	Activités juridiques	30.9 %	31.1 %	1	0	1	1	0	0	0	0	0	4
	Activités juridiques			1	0	1	1	0	0	0	0	0	4
	Autres dont greffe			1	0	1	1	0	0	0	0	0	4
	Avocat			1	0	0	1	1	0	0	0	0	3

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	qualification minimale une licence	L'existence d'un numerus clausus	L'obligation de respecter une forme sociale définie (scrl, scsp)	restrictions d'accès au capital pour les non professionnels	L'impossibilité de détenir plusieurs entités	L'obligation d'assurance professionnelle	monopole, même partiel, d'activité	L'existence de tarifs régulés	en charge, même partiellement, par un tiers assureur-malade.	Total
7733Z	Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique	8.4 %	8.9 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	95.4 %	51.6 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
8130Z	Services d'aménagement paysager	6.8 %	6.4 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
8553Z	Enseignement de la conduite	9.5 %	9.7 %	1	0	0	0	0	1	1	0	0	3
8621Z	Activité des médecins généralistes	46.1 %	46.6 %	1	0	1	1	1	0	1	1	1	8
8622C	Autres activités des médecins spécialistes	46.7 %	47.1 %	1	0	1	1	1	0	1	1	1	8
8623Z	Pratique dentaire	33.5 %	34.1 %	1	0	1	1	1	0	1	1	1	8
8690A	Ambulances	6.7 %	5.9 %	1	1	0	0	0	0	1	1	1	5
8690B	Laboratoires d'analyses médicales	ND	12.7 %	1	0	1	1	0	0	0	1	1	6
8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	54.2 %	55.0 %	1	0	1	0	1	0	1	1	1	7
8690E	Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues	53.1 %	53.4 %	1	0	0	0	0	0	1	0	1	3
9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	8.4 %	8.3 %	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
9602A	Coiffure	11.3 %	12.1 %	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1

Source : Mission IGF.

ANNEXE 1

Annexe sectorielle sur la profession de notaire

Code	Libellé	Rentabilité 2009	Rentabilité 2010	une exigence de qualification minimale du titulaire de la licence	L'existence d'un numéro d'identification de l'entité	L'obligation de respecter une forme sociale définie par la loi	L'existence de restrictions d'accès au capital pour les non professionnels	L'impossibilité de détenir plusieurs entités professionnelles	L'obligation d'assurance professionnelle	monopole, même partiel, ou existence de tarifs préférentiels	partiellement, par un tiers, l'assurance-maladie.	Total
	Commissaire-priseur			1	0			0	0	0	0	1
	Huissier			1	0	1	1	0	0	0	0	4
	Mandataire-Administrateur judiciaire			1	0	1	1	0	0	0	0	4
	Notaire			1	0	1	1	0	0	0	0	4
7111Z	Activités d'architecture	20.6 %	15.8 %	1	0	0	1	0	1	1	0	4
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	4.9 %	9.7 %	1	0	0	1	1	0	1	0	5
7500Z	Activités vétérinaires	22.9 %	22.6 %	1	0	1	1	1	0	1	0	7
8553Z	Enseignement de la conduite	9.5 %	9.7 %	1	0	0	0	0	1	1	0	3
8621Z	Activités des médecins généralistes	46.1 %	46.6 %	1	0	1	1	1	0	1	1	8
8622C	Autres activités des médecins spécialistes	46.7 %	47.1 %	1	0	1	1	1	0	1	1	8
8623Z	Pratique dentaire	33.5 %	34.1 %	1	0	1	1	1	0	1	1	8
8690A	Ambulances	6.7 %	5.9 %	1	1	0	0	0	0	1	1	5
8690B	Laboratoires d'analyses médicales	ND	12.7 %	1	0	1	1	0	0	1	1	6
8690D	Activités des infirmiers et des sages-femmes	54.2 %	55.0 %	1	0	1	1	1	0	1	1	7
	Activités des professionnels de la											
8690E	éducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues	53.1 %	53.4 %	1	0	0	0	0	1	0	1	3
6621Z	Évaluation des risques et dommages	16.5 %	15.9 %	1	0	0	0	0	0	1	0	2
6622Z	Activités des agents et courtiers d'assurances	19.7 %	20.0 %	1	0	0	1	0	0	0	0	2
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	5.6 %	1.9 %	1	1	0	0	0	0	0	0	2
6920Z	Activités comptables	11.0 %	9.4 %	1	0	0	1	0	0	0	0	2
Ensemble		17.3 %	18.0 %									

Source : Mission IGF.